

Environnement | Lâcher d'ourses en Béarn : les « anti » entrent en lutte



« Il n'y aura pas de réintroduction d'ourses cet automne en Béarn, on vous le garantit ! ». Le ton d'Olivier Maurin, berger et Président de l'ADDIP (Association de Développement Durable de l'Identité Pyrénéenne) est plus que déterminé. Un ton partagé par l'ensemble des représentants du collectif réunissant éleveurs et organisations syndicales, à l'origine de la manifestation prévue lundi 30 avril à Pau, contre la réintroduction annoncée de deux ourses dans les Pyrénées-Atlantiques. Un premier temps fort d'une « lutte » désormais clairement lancée contre le gouvernement et plus particulièrement contre son Ministre de l'écologie Nicolas Hulot.

Face à l'annonce de Nicolas Hulot sur la réintroduction d'ourses dans les Pyrénées-Atlantiques, les professionnels du département font preuve d'une rare unité. Afin de présenter leur « stratégie de lutte », étaient autour de la même table ce jeudi 26 avril, la FDSEA 64, Euskal Herriko Laborarien Batasuna (ELB - Confédération Paysanne du Pays Basque), les Jeunes Agriculteurs des Pyrénées-Atlantiques (JA 64), la Fédération Transpyrénéenne des Eleveurs de Montagne des Pyrénées-Atlantiques (FTEM), l'Association des Eleveurs Transhumants des 3 Vallées Aspe Ossau Barétous (AET3V), l'Association de Développement Durable de l'Identité Pyrénéenne (l'ADDIP) mais aussi, en solidarité à cette mobilisation : l'Association des Eleveurs de l'Ariège, dont le coin de Pyrénées rassemble « 80 à 90% de la population d'ours du massif », selon son représentant Rémi Denjean.

"C'est une catastrophe en Ariège, ce sera une catastrophe ici."

Une solidarité de l'éleveur de l'Ariège, venu aussi pour partager « la mauvaise expérience de la présence de l'ours dans nos montagnes, qui ne restera pas un problème ariégeois ou béarnais. Les ours vont s'étendre, ils ne connaissent pas les frontières », prévient-il avant de rappeler que dans son département « 600 bêtes ont été tuées et indemnisées en 2017, mais autant manquent à l'appel. » Des chiffres résultant de l'attaque directe des prédateurs (ours et loups), mais aussi de « dérushage », ces troupeaux qui, sous la panique d'une attaque tombent dans un ravin. Selon lui, les attaques de troupeaux auraient quadruplé démontrant ainsi l'inefficacité des mesures de protection « qui concernent pourtant 100% de nos estives ». « Ces réintroductions ont été une catastrophe chez nous. Ce sera une catastrophe ici », profère-t-il avant de souligner que « dans ce contexte nous avons d'énormes difficultés pour installer des jeunes ».

Autant de craintes sur l'élevage et son économie que mettent en avant les représentants du collectif local, d'autant

que dans le département, selon le porte-parole du collectif, Olivier Maurin, le pastoralisme « se porte bien » représentant la moitié des éleveurs et la moitié du cheptel des Pyrénées, et un nombre important d'installations. Pour Iban Pebet, le Président des JA 64, « si l'ours revient le problème va se poser sur plusieurs générations d'éleveurs. Ca ne va pas être un facteur d'attractivité pour nos futurs jeunes... Et derrière ça c'est aussi la vie des villages dans les vallées qui est concernée. »

Outre des griefs économiques et sociaux, les organisateurs de la manifestation de ce lundi, pointent, sur le terrain des « pro-ours », l'argument de la biodiversité, et du tourisme. « Nous avons des zones de randonnées et des paysages magnifiques, et une biodiversité qui est riche. Tout cela on le doit au pastoralisme et à l'écobuage. Si vous n'avez ni troupeau ni bergers, tout redevient forêt et broussaille. L'ours, c'est l'implantation d'une espèce, c'est vrai, mais c'est une perte en terme de biodiversité, par rapport à ce qu'apporte le pastoralisme. », ajoute pour sa part Laurent Irigaray, représentant d'ELB.

"C'est une dictature moderne!"

Mais au-delà de ce qui est plus qu'un désaccord de fond, c'est aussi la forme de l'annonce que les éleveurs et les professionnels de la montagne ne digèrent pas. « Toute introduction de prédateurs doit faire l'objet d'une concertation, selon le droit européen et national. Or, Nicolas Hulot a décidé d'imposer par la force son projet annonçant l'introduction de prédateurs dès mars 2018, avant toute réelle concertation. C'est une dictature moderne, c'est inadmissible. », colère Olivier Maurin. « La concertation qui est annoncée comme débutée depuis lundi, par une première réunion entre les parlementaires et le préfet, vise « les mesures d'accompagnements » à la réintroduction. Pour nous ce n'est pas une concertation, nous la refusons. Ca démontre à l'inverse l'incompatibilité entre le pastoralisme et la présence de l'ours, puisqu'on pense déjà à des mesures d'accompagnement... », estime Bernard Layre, président de la FDSEA 64.

Outre cette action de mobilisation, le collectif, qui admet « un retard en terme de communication et d'information » par rapport aux associations environnementales qui plaident quant à elles, pour le retour de l'ours dans les « Pyrénées Occidentales », annonce, encore sans trop de précision, l'organisation de 5 débats à venir. Objectif : « un dialogue ouvert avec l'ensemble des populations des Pyrénées-Atlantiques autour de ce dossier de la réintroduction de l'ours et de ses conséquences ».

La manifestation de ce lundi démarrera à 10h30 devant la gare de Pau avant un passage par le Palais Beaumont, la Mairie de Pau, la Place Clémenceau et enfin un rassemblement final devant la Préfecture. « Nous ne lâcherons rien. Si l'Etat reste inerte, il y aura une situation de conflit qu'il aura cherché » prévient le porte-parole du collectif, avant d'ajouter : « Nicolas Hulot, vous ne serez pas le ministre qui aura la peau des bergers ! »



Solène Méric

*Crédit Photo : Aq*u*.fr*
Publié sur aqi.fr le 26/04/2018
[Url de cet article](#)